PALESTINE : LES INVESTISSEMENTS

Les IDE en chiffres

En raison de la situation politique et sécuritaire tendue du territoire, la Palestine attire de rares IDE au-delà de l'aide de l'UE, des États-Unis et des pays arabes. Cependant, la Palestine a une économie de marché dans laquelle le secteur privé joue un rôle important. Son emplacement stratégique et la nécessité de développer des infrastructures à grande échelle font de la Palestine un marché largement inexploité avec un bon potentiel d'investissement. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, les flux d'IDE vers la Palestine représentaient 52 millions de USD en 2020, en forte baisse par rapport aux 132 millions d'USD de 2019, en raison de la crise économique et sanitaire déclenchée par la pandémie de Covid-19. Le stock d'investissements directs étrangers a été estimé à 2,7 milliards de USD en 2020. Les investissements étrangers entrants en Palestine se concentrent sur les télécommunications, l'immobilier et les services financiers. Historiquement, le Qatar a été le principal investisseur dans la région, suivi par la Jordanie.

Afin d'attirer les investissements étrangers, le gouvernement a mis en place un cadre réglementaire favorable aux investisseurs. Conformément au principe de non-discrimination, tous les avantages garantis par la loi sont offerts aux investisseurs locaux et étrangers, y compris la protection contre l'expropriation, les garanties de rapatriement, les incitations et exemptions fiscales, etc. Plus d'informations peuvent être trouvées dans le guide Doing Business in Palestine publié par le Palestine Trade Center. Dans le même temps, cependant, la Palestine n'a pas de politique monétaire puisqu'elle n'a pas de monnaie propre, les recettes budgétaires dépendent de l'aide internationale et des relations avec Israël, et le processus de paix avec Israël est au point mort; autant de facteurs défavorables aux investissements internationaux. La Cisjordanie et Gaza se classent au 117e rang sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, en baisse d'une place par rapport à l'année précédente. En avril 2021, l'administration Biden a annoncé la reprise de plusieurs formes d'aide aux Palestiniens qui s'étaient arrêtées sous l'administration Trump, notamment l'attribution de 75 millions de USD d'aide bilatérale du Fonds de soutien économique à partir de l'exercice 2020 pour la Cisjordanie et Gaza. En outre, l'administration Biden a alloué 15 millions de USD au titre de l'aide internationale en cas de catastrophe pour la lutte contre le coronavirus 2019 (COVID-19) pour les besoins d'intervention et l'aide alimentaire d'urgence en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Enfin, la Palestine recherchait également des financements internationaux pour le développement de son champ de gaz marin, qui reste inexploité à ce jour. Son coût a été estimé pour la dernière fois à 1,2 milliard de USD par la Banque mondiale, mais ce chiffre pourrait être inférieur si Israël accepte de laisser la Palestine utiliser son infrastructure gazière.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA PROTECTION DES INVESTISSEURS

	Palestine	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	6,0	6,4	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	5,0	4,8	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	6,0	4,7	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

*Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.*

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants *(millions USD)*	80	353	233
Stocks d'IDE *(millions USD)*	2.717,0	2.976,0	3.116,0
Nombre d'investissements greenfield*	0,0	0,0	3,0
Value of Greenfield Investments (million USD)	0	0	25

Source : CNUCED - Dernières données disponibles

*Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.*

Les taux d'imposition

Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	16% (taux normal).
Impôt sur les sociétés	15%
Les retenues à la source	Dividendes: 10%, Intérêts: 0%, Redevances: 10% (résidents)/10% (non-résidents).
Les contributions sociales payées par l'employeur	Il n'y a pas de cotisation à la sécurité sociale en Palestine.

Les autres ressources utiles	Ministère des finances et du budget

Consultez le site Doing Business, pour connaître le montant des impôts et des cotisations obligatoires.

LES TAXES SUR LE REVENU DES PERSONNES

Impôt sur le revenu des personnes physiques	Taux progressifs de 5% à 15%
De 0 à 75 000 ILS	5%
De 75 001 à 150 000 ILS	10%
Au-dessus de 105.000 ILS	15%

Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises

	Palestine	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	28,0	20,8	10,6	9,0
Temps requis pour les formalités administratives en heures	174,0	204,0	175,0	218,0
Montant total des taxes en % des profits	15,3	32,1	36,6	48,8

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Les opportunités d'investissement

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Tenders Info, Appels d'offres en Palestine DgMarket, Appels d'offres dans le monde
Les ressources utiles	Agence palestinienne de promotion des investissements (APPI) Portail commercial de la Palestine

Les procédures de création d'entreprise

Créer une entreprise	Palestine	Middle East & North Africa
Procédures (nombre)	10,00	6,28
Temps (jours)	43,50	19,51

Source : Doing Business.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Octobre 2023